



Interpeace

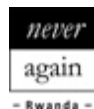
ORGANISATION INTERNATIONALE
POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX



Résumé Exécutif

Capacités de résilience pour la réconciliation dans la Sous-région des Grands-Lacs

Dialogue transfrontalier pour la Paix dans la Région des Grands Lacs



Avec le soutien généreux de



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral des affaires étrangères

Capacités de résilience pour la réconciliation dans la Sous-région des Grands-Lacs

Dialogue transfrontalier pour la Paix dans la Région des Grands Lacs

Juin 2020



Avec le soutien généreux de



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral des affaires étrangères

Les efforts de consolidation de la paix d'Interpeace dans le monde sont possibles grâce à un partenariat stratégique avec les gouvernements des Pays-Bas, de la Suède et de la Suisse.



Kingdom of the Netherlands



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Résumé Exécutif

Introduction

Ce rapport présente les résultats d'une recherche sur la résilience au Burundi, au Rwanda et dans les provinces du Nord et Sud-Kivu en République démocratique du Congo (RDC). Trois pays qui forment la Communauté économique des Pays des Grands-Lacs (CEPGL) créée en 1976, une zone qui a été secouée depuis des années par des conflits extrêmes avant et après le génocide de 1994 contre les Tutsis au Rwanda. Des conflits à caractère identitaire ont conduit à des cycles de multiples conflits politico-ethniques dans la région. Au Burundi, les épisodes de violence les plus notables se sont produits en 1965, 1972, 1988 et 1993. Le génocide de 1994 contre les Tutsis au Rwanda a été le point culminant de cycles de violence qui ont commencé en 1959. L'impact de ce génocide s'est répercuté dans toute la région, en particulier dans l'est de la RDC, avec des mouvements de populations autour des trois pays. La première (1996) et la deuxième guerre du Congo (1998) ont entraîné le plus grand nombre de morts liés à un conflit armé depuis la Seconde Guerre mondiale. Les conséquences de ces conflits persistent et la présence de groupes armés dans l'est de la RDC rend le contexte toujours instable. La crise électorale de 2015 au Burundi s'est traduite par un mouvement de réfugiés dans la sous-région et une détérioration conséquente des relations entre le Rwanda et le Burundi, affectant la circulation des personnes et des biens et le potentiel de coopération dans la région¹.

Aujourd'hui, chaque pays de la région est sur sa propre trajectoire de reconstruction et de réconciliation. Au Rwanda, la Commission nationale pour l'unité et la réconciliation a pris l'initiative de promouvoir la cohésion sociale après les processus internationaux et internes de justice transitionnelle. Au Burundi, les accords d'Arusha de 2000, des accords de partage de pouvoir, ont profondément contribué à la paix et la réconciliation. En RDC, plusieurs accords de paix ont été signés, notamment le dernier conclu en 2013 à Addis Abeba. Les efforts déployés dans le passé pour la création d'une commission de réconciliation nationale se sont heurtés à des défis, mais le changement de gouvernement intervenu après les élections de décembre 2018 offre une occasion de relancer un processus visant à renforcer la cohésion nationale et la bonne gouvernance.

Pourquoi une recherche sur la résilience pour la réconciliation dans la sous-région ?

Le rapport s'inscrit dans le cadre d'un programme lancé en 2011 par Interpeace et ses partenaires, sur les défis majeurs à la consolidation de la paix et de la réconciliation, baptisé « Dialogue transfrontalier pour la paix dans les Grands Lacs ». Ce programme est actuellement dans sa seconde phase, avec pour partenaires : Interpeace ; Réseau d'innovation organisationnelle (RIO) ; Action pour la paix et la concorde (APC) au Sud-Kivu ; Pole Institute et Centre d'études juridiques appli-

¹ M. Boyce et F. Vigaud-Walsh, *Asylum betrayed: recruitment of Burundian refugees in Rwanda*, Washington, D.C., Refugees International, 2015

quées (CEJA) au Nord-Kivu ; le Centre d'alerte et de prévention des conflits (CENAP) au Burundi et Never Again Rwanda (NAR) au Rwanda. Depuis le début du programme, un premier rapport de recherche portant sur les « *Stéréotypes et manipulations des identités* » a été publié. Celui-ci a été suivi par un second rapport en 2016 sur la thématique « *Terre, identité, pouvoir et mouvements de la population* ». Et lors du forum des parties prenantes régionales tenu en décembre 2015 à Kinshasa au cours duquel les résultats de la recherche ont été présentés et discutés, 150 participants ont donné au programme le mandat d'approfondir la recherche sur la réconciliation dans la région, et de proposer un cadre d'analyse des éléments pouvant servir à renforcer la cohésion sociale. Des représentants des organisations régionales, des députés et des sénateurs, de hauts fonctionnaires de divers ministères, des leaders d'opinions et des confessions religieuses, des organisations de la société civile, des représentants des femmes et des jeunes, ainsi que des académiques et des membres des communautés, étaient présents à ce forum. Ils ont mandaté le programme pour explorer les expériences de réconciliation dans la région et la manière dont celui-ci peut contribuer à soutenir les efforts de paix actuels et futurs dans toutes leurs dimensions. Suite à ce mandat, les partenaires du programme ont identifié l'approche de la résilience comme le cadre analytique le plus innovant et le plus essentiel pour explorer la réconciliation, partant de la conviction que le renforcement des capacités locales déjà existantes est le moyen le plus approprié de promouvoir une paix durable.

Sur le plan méthodologique, l'approche de base est la recherche-action participative (RAP) associant une approche qualitative et quantitative. Globalement, la recherche a été menée auprès de plus de 9 000 personnes dans la région, 50% étant des femmes et plus de 30% des jeunes, pour identifier les capacités de résilience qui ont permis aux communautés de « vivre ensemble » malgré un passé de violences cycliques. Ce résumé présente les résultats de l'ensemble de la recherche quantitative et qualitative.

À la fin du processus, la recherche a montré que la région des Grands Lacs n'est pas seulement une zone de vulnérabilité. C'est aussi un espace où il existe des capacités de résilience différentes et complémentaires pour la réconciliation, développées à la fois par des processus ascendants au niveau individuel et relationnel et descendants au niveau politique et institutionnel. Il s'agit de capacités influencées par des pratiques culturelles et traditionnelles, comme le montre la synthèse des résultats ci-dessous.

Synthèse des résultats clés

Dans le contexte complexe de la sous-région, que signifie la réconciliation pour les habitants de la région et comment est-elle pratiquée dans la vie quotidienne des individus et des communautés ? La réconciliation peut-elle être durable entre les communautés qui ont subi les formes de violence les plus extrêmes ? Comment les individus et les communautés parviennent-ils à vivre ensemble et à se réconcilier les uns avec les autres ? Quelle est la place de la réconciliation dans les efforts de paix entrepris par différents acteurs ? L'objectif principal de cette recherche était de répondre à ces questions et d'identifier les capacités de résilience existantes dans les trois pays qui permettent aux communautés de faire face aux conflits violents et à leurs conséquences, de transformer les relations de manière positive et durable.

Ce résumé présente les grandes lignes des résultats de cette recherche.

1 La population de la sous-région comprend la réconciliation comme le « vivre ensemble »²

Pour les participants à cette recherche, la réconciliation signifie principalement coexister ou « vivre ensemble », particulièrement en RDC (70%) et au Rwanda (60%). Au Burundi, l'éventail des réponses sur la conception de la réconciliation est plus large, celle-ci pouvant signifier pour les répondants, soit coexister, soit se pardonner ou reconstruire des relations, avec des réponses relativement équilibrées (entre 38 % - 37 % - 33 % respectivement).

En outre, au moins 57% des répondants au Rwanda et 69% en RDC considèrent que la réconciliation est nécessaire principalement entre voisins. Les résultats qualitatifs ont toutefois révélé que les répondants n'ont pas une même conception du voisin dans les trois pays. Celui-ci est compris au Rwanda du point de vue de la proximité entre les membres des différentes communautés ethniques, alors que les Congolais le pensent selon les frontières géographiques et identitaires. Au Burundi, les voisins ne semblent pas être la préoccupation principale (34 %), la réconciliation est envisagée sous l'angle ethnique mais aussi politique (51 %).

Les espaces de dialogue sont beaucoup plus mis en avant comme facteurs qui contribuent le plus à la réconciliation : 55% au Burundi et 46% en RDC, contre 27% au Rwanda. Outre ces espaces de dialogues, les projets d'intérêt commun sont considérés en RDC et au Burundi comme un autre facteur important de réconciliation. Au Rwanda, c'est plutôt la volonté politique qui a été mentionnée par 47% des participants à la recherche.

S'agissant des obstacles à la réconciliation, la méfiance entre individus et communautés semble être un élément commun à tous les trois pays. Ensuite, il y a surtout l'insécurité en RDC (31%), l'intolérance au Rwanda (25%), la pauvreté au Burundi (17%). Les participants à la recherche ont aussi cité les facteurs comme le népotisme, le désir de vengeance, les manipulations politiques, l'im-

2 Les différentes thématiques traitées comportent des blocs de réponses. Les questions posées permettaient aux répondants de donner plusieurs réponses, avec parfois un échantillon plus large (jamais - parfois - souvent - toujours). Le traitement des données a consisté à établir des pourcentages à chaque réponse, ce qui explique pourquoi on ne peut pas additionner le total qui dépasse 100%.

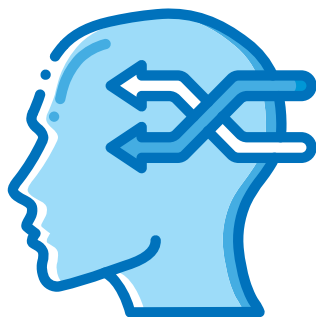
punité, la pauvreté et les stéréotypes négatifs prévalant au sein des groupes comme des véritables obstacles à la réconciliation dans la région.

Concernant la contribution des différents acteurs pouvant jouer un rôle important dans la facilitation de la réconciliation, les éducateurs et éducatrices sont cités majoritairement avec 95% au Rwanda, 88% au Burundi et 59% en RDC. En plus de cette catégorie, les acteurs étatiques sont également largement cités, dont les mécanismes nationaux de réconciliation au Rwanda et au Burundi, alors qu'en RDC ce sont les acteurs internationaux qui sont privilégiés. Il faut enfin mentionner la perception positive du potentiel des jeunes dans les trois pays.

2. Les capacités de résilience pour la réconciliation existent à plusieurs niveaux

Le rapport présente une liste de douze capacités de résilience identifiées, dont l'existence est étayée par des preuves quantitatives. Elles sont classées en quatre groupes selon le modèle de transformation des conflits de John Paul Lederach³ : (1) individuelle ou personnelle ; (2) relationnelle ; (3) culturelle ou traditionnelle et religieuse ; (4) structurelle ou politique et institutionnelle. Ce sont des atouts qui peuvent être mis à profit pour rendre la paix et la réconciliation dans la région plus tangibles et durables.

Capacités individuelles



La plupart des personnes ont déclaré avoir été exposées à trois formes de violences. Au Burundi, 80% des personnes interrogées, 78% en RDC et 68% au Rwanda déclarent avoir subi la violence des conflits sous forme d'agressions physiques, de pillages, de déplacements forcés, de chocs traumatiques en tant que témoins. En dépit de ces expériences traumatiques, les populations de la sous-région ont développé des capacités individuelles pour les surmonter, se surpasser et se projeter dans l'avenir.

Celles-ci se déclinent principalement, mais pas seulement, sous forme de :

- La résilience psychologique ;
- L'aptitude à faire preuve de discernement devant une situation problématique ; et
- L'aspiration pour un avenir meilleur.

3 J.P. Lederach, *The Little Book of Conflict Transformation*, Intercourse, PA, Good Books, 2003

Capacités relationnelles



Les conflits fonciers ont été identifiés comme les plus importants au niveau local, 67% au Burundi et 58% en RDC. Le Rwanda est un cas spécifique, les conflits conjugaux sont les plus répandus, ils occupent la première place avec 52% contre 46% pour les conflits fonciers.

Pour faire face à ces conflits et créer un avenir commun pacifique, les capacités suivantes sont souvent mobilisées :

- Les initiatives inter et intracommunautaires pour aborder le passé et aboutir à des solutions consensuelles ;
- Les mécanismes informels de résolution des conflits ou structures intercommunautaires pour assurer la gestion de la sécurité intra et intercommunautaire ; et
- Les relations d'échanges intercommunautaires et transfrontaliers sur plusieurs plans.

Capacités culturelles, traditionnelles et religieuses

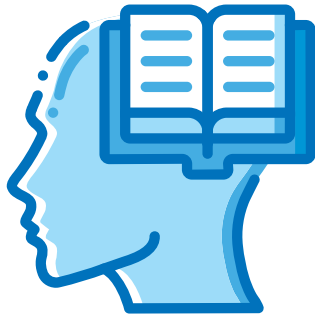


Dans les trois pays, le pardon a été mentionné parmi les principales voies de réconciliation, par 37% des personnes interrogées au Burundi, 49% en RDC et 58% au Rwanda. Les pratiques culturelles, la religion en particulier, sont considérées comme un moyen essentiel pour inculquer l'empathie et la compassion, favoriser le pardon et la bienveillance. Bien que le rôle des anciens soit fortement apprécié, d'autres acteurs tels que les femmes, les jeunes et les médias, sont perçus comme contribuant positivement à une nouvelle culture de paix et de réconciliation.

Les capacités culturelles, traditionnelles et religieuses regroupent globalement :

- Les pratiques traditionnelles de paix et nostalgie d'un passé plus harmonieux ;
- L'allégeance aux autorités traditionnelles ; et
- L'émergence de nouveaux acteurs et de nouvelles compétences.

Capacités politiques et institutionnelles



Les capacités politiques et institutionnelles ont été jugées essentielles pour une réconciliation durable, mais seulement 3% des personnes interrogées en RDC, 6% au Burundi et 23% au Rwanda estiment avoir une influence sur les processus de prise de décisions au niveau national.

Les données ci-après indiquent le degré de satisfaction des personnes interrogées vis-à-vis des efforts de leur gouvernement :

- Les politiques et programmes nationaux de reconstruction de la paix qui aident à parvenir à solutions consensuelles ;
- Le rôle de leadership politique ; et
- Les capacités régionales de résolution des conflits

3. Les capacités de résilience sont interconnectées et interdépendantes

Les capacités identifiées n'existent pas isolément. Si la classification de ces capacités est logique, elle est aussi théorique. Comme nous le verrons, il s'agit d'un continuum de celles-ci qui peuvent être rencontrées aussi bien au niveau individuel que politique, relationnel que culturel. Une capacité individuelle est souvent ancrée dans une capacité relationnelle liée aux pratiques culturelles et soutenue par un cadre institutionnel. Les capacités sont interconnectées et interdépendantes. Là où elles apparaissent en l'absence ou en la faiblesse de capacités à d'autres niveaux, les capacités existantes restent vulnérables en termes de durabilité. De plus, nous avons vu que là où la force ou la faiblesse de certaines capacités peut varier, il existe des mécanismes compensatoires pour assurer un certain équilibre. Ainsi, par exemple, lorsque les capacités institutionnelles sont moins présentes, les individus ou les communautés s'organisent et cherchent des solutions. Et là où les capacités étatiques sont fortement perceptibles, nous avons vu que les individus se sentent plus confiants, parfois même plus dépendants du leadership politique. Mais les individus ou les groupes d'individus ne peuvent pas remplacer le rôle de l'État et l'inverse n'est pas non plus possible.

Cette recherche a démontré que le comportement des autorités et la capacité de l'État à remplir ses fonctions socio-économiques, protéger et favoriser l'inclusion, la cohésion et l'interaction sociale et politique, contribuent grandement à renforcer la résilience. Dans les trois pays, les autorités locales restent les principaux acteurs mentionnés dans la résolution des conflits selon 66% des répondants au Burundi, 63% au Rwanda et 46% en RDC. Ces résultats peuvent s'expliquer par le fait que les autorités locales sont les plus proches et les plus accessibles à la population. Les répondants préconisent le renforcement des capacités de ces autorités locales, étant donné l'image positive et la réputation dont elles jouissent auprès de la population ainsi que le rôle crucial qu'elles peuvent jouer dans la résolution des conflits et le renforcement de la cohésion sociale.

Cependant, les répondants ont indiqué, à différents degrés et de différentes manières, leurs préoccupations quant à la longévité de ces capacités, en particulier face aux changements dans la dynamique sécuritaire, politique et économique susceptibles de menacer les efforts de réconciliation existants. Chaque capacité et toutes les capacités doivent être nourries et renforcées afin de continuer à faire progresser la réconciliation et la paix dans la région.

4. Le niveau auquel ces capacités existent varie d'un contexte à l'autre

Bien que globalement, ces capacités se soient révélées être celles existant dans la région, le niveau auquel elles existent varie d'un contexte à l'autre. Des différences qu'on ne peut pas toujours expliquer avec précision, mais qui peuvent être interprétées selon le cas, soit à la lumière d'un contexte particulier, soit des capacités d'adaptations différentes même lorsque les populations sont exposées à une situation proche ou similaire, soit les deux à la fois, etc.

Au Burundi, le rapport fait apparaître une série d'indices, mais il y en a un qui a été le plus mis en valeur. La plupart de fois, les répondants revenaient à la crise que le pays a connue depuis Avril 2015. Pour eux, si tant de chocs avec la crise électorale n'ont pas réussi à démolir les fondations de la société, c'est qu'il a fallu beaucoup de résilience qui n'existait pas pendant les autres graves crises qui ont précédé. Pendant plus de 5 décennies, les gens rappelaient que chaque conflit se traduisait par l'explosion de violences inter-ethniques dans les villages. Mais pour la première fois, une crise grave n'a pas dérapé dans les dérives de mêmes dimensions. Les recommandations vont principalement dans le sens de bâtir sur les acquis, combler les faiblesses. Le gouvernement est apprécié pour ses performances dans les domaines politiques, plus de 90% jugeant le gouvernement au moins moyennement performant dans le renforcement de la cohésion sociale, le rétablissement de la paix, et la promotion de la réconciliation. Ce capital de confiance pourrait être mis à profit pour relever d'autres défis considérés comme un obstacle à la réconciliation. Notamment là où il a obtenu une note moins bonne, dans des domaines économiques : la lutte contre la corruption (59% jugeant le gouvernement au moins moyennement performants) et l'accroissement des opportunités de l'emploi (43% jugeant le gouvernement au moins moyennement performants).

En RDC, on a vu qu'il existe des attentes fortes vis-à-vis de l'Etat, une aspiration profonde à vivre en paix, contrairement aux manipulations que des groupes armés communautaires constitueraient une solution aux conflits. Il y a un consensus sur l'importance d'une meilleure collaboration entre les structures formelles décentralisées et centralisées, les mécanismes coutumiers et les structures communautaires, pour améliorer les relations entre pouvoirs publics et population, pour atténuer les vulnérabilités liées aux conflits identitaires, réduire les tensions entre droits coutumiers et droits modernes, à travers un cadre restructuré. C'est ce qui constitue la trame de fond des pistes de recommandations proposées.

On a vu aussi qu'en dépit d'un contexte défavorable et des conséquences sécuritaires de la présence de groupes de réfugiés sur leur sol (moins de 25% jugeant la présence des réfugiés d'avoir un effet positif sur la sécurité, le prix au marché, l'environnement ou l'environnement social), les congolais restent sensibles à l'empathie et la compassion, prêts à accueillir d'autres voisins fuyant l'insécurité (63% disant qu'il faut accueillir les réfugiés des pays voisins quand il y a des conflits chez eux).

Mais ce n'est pas une situation qu'ils aimeraient voir se perpétuer, et plus dans les autres pays, ils recommandent avec plus d'insistance, la création d'un environnement régional sécurisant, la démobilisation des groupes armés, le retour des réfugiés et des déplacés, la refondation du sens d'appartenance à une même communauté des Grands-Lacs.

Au Rwanda, il existe une confiance forte dans les capacités du leadership (99% jugeant positive la contribution de l'état Rwandais à la réconciliation), dans les capacités de la société en général, à relever les défis, à surmonter les obstacles, en dépit des conséquences incommensurables inhérentes au Génocide contre les Tutsi. A travers la globalité des résultats de la recherche, on voit que les Rwandais ne sont pas des victimes passives, ils cherchent à évaluer les résultats, en vue de réaliser de nouveaux progrès, et c'est dans ce sens que vont la plupart des recommandations formulées. Il y a notamment des inquiétudes liées aux effets indésirables des programmes nationaux mis en œuvre, pour s'assurer que ces effets n'échappent à l'attention.

5. Ces capacités de résilience ont besoin d'être consolidées pour être durables

Tout en soulignant l'importance de ces capacités, nous devons rester humbles au moment de tirer des conclusions définitives, en raison de certains défis persistants dont certains sont plus importants que d'autres selon la perception des populations concernées. Parmi ces obstacles à la réconciliation figurent la méfiance et l'intolérance, le désir de vengeance, les stéréotypes négatifs, la manipulation politique, le népotisme, la corruption, etc.

Au Burundi par exemple, le sentiment de fragilité devant la pauvreté est plus élevé que dans les deux autres pays, à côté du manque de confiance mutuel. En RDC, c'est principalement la vulnérabilité face à l'insécurité, aux côtés du manque de volonté politique. Au Rwanda, c'est surtout l'intolérance liée aux blessures du Génocide contre les Tutsi qui inquiète le plus les répondants.

En outre, l'existence de capacités de résilience n'équivaut pas à une immunité. Les résultats de cette recherche ont révélé que le niveau de résilience psychologique au niveau individuel reste variable en fonction de l'état d'instabilité et d'insécurité, etc.

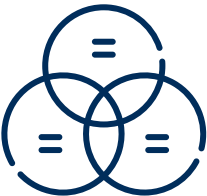
Cela peut également être observé par le biais d'autres réponses difficiles. Par exemple, lorsqu'on a demandé aux personnes rencontrées de se projeter dans l'avenir, plus de 30 % dans les trois pays n'ont pas pu dire si la situation sera plus pacifique ou non l'année suivante. Elles ont déclaré à plusieurs reprises que la crédibilité et la durabilité de la paix et de la réconciliation étaient conditionnées par la stabilité politique qui à son tour dépend de l'engagement démontré des dirigeants politiques. Les répondants avaient notamment en mémoire des périodes politiques intenses ou des élections antérieures qui ont été source de conflits violents. Ces défis reflètent à la fois l'importance des différentes capacités de résilience et les fragilités rencontrées.


Le message que l'on peut tirer de ces réponses est que ces capacités sont comme un capital précieux qu'il faut nourrir et exploiter pour faire progresser la réconciliation. Pour amplifier leur durabilité, il faudra les évaluer, les réévaluer, mais aussi les adapter en fonction de l'évolution du contexte. Comme rien n'est gravé dans le marbre, ces capacités sont susceptibles d'évoluer avec le

temps grâce à l'acquisition de nouvelles compétences et de la confiance qui se construit au fil des interactions, aux changements de l'environnement politique et sécuritaire, aux performances socio-économiques de l'État, etc.


Synthèses de principales recommandations


Afin de s'assurer que les résultats de cette recherche puissent contribuer positivement à faire avancer la réconciliation dans la région, les parties prenantes aux réunions de restitution sous-nationales et nationales ainsi qu'au forum régional de Kinshasa (3-4/09/2019) ont formulé des recommandations et des actions prioritaires. Celles-ci ont été regroupées selon leur pertinence régionale ou spécificité par pays (voir les recommandations régionales ci-dessous et celles spécifiques à chaque pays dans le rapport complet).

<p>EDUCATION A LA CULTURE DE PAIX, DE LA CITOYENNETE ET INTEGRATION REGIONALE</p> 	<p>BESOIN : Cette étude a mis en exergue l'importance de l'éducation à la paix pour le changement des attitudes des individus et des structures, déconstruire les préjugés et les stéréotypes, développer les capacités de vivre ensemble dans un espace régional partagé.</p>
	<p>RECOMMANDATION : <i>Promouvoir l'éducation à la culture de la paix prenant en compte les apports des autres membres de la communauté et dans une perspective de construction de l'identité et de la citoyenneté régionales.</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Développer des espaces de socialisation entre : élus, officiels ; municipalités ; opérateurs économiques ; confessions religieuses ; société civile ; écoles et universités ; commerçants, artisans ; réseaux de femmes ; pour partager leurs projets, leurs préoccupations et espoirs, briser les murs et s'apprécier pleinement. 2. Pour de l'école un puissant vecteur de paix, en intégrant dans les cursus scolaires et académiques la dimension régionale ; 3. Créer des écoles alternatives pour l'éducation aux valeurs de paix 4. Dimension Genre : Intégrer les valeurs de l'égalité genre dans les activités pédagogiques ;
<p>Acteurs concernés</p>	<p>Gouvernements, CIRGL, CEPGL, "éducateurs, écoles et universités, confessions religieuses, société civile, groupes communautaires ; les partenaires au développement, les agences des Nations Unies, en particulier l'UNESCO et ONU-FEMMES, ONGs</p>

<p>CAPACITES DES INSTITUTIONS REGIONALES DANS LA RESILIENCE POUR LA PAIX ET LA CONCILIATION</p> 	<p>ENSEIGNEMENT : Les populations de la région des Grands Lacs ont une certaine nostalgie de revoir les gouvernements et leurs institutions régionales en première ligne dans la reconstruction de la paix et la réconciliation.</p>
	<p>RECOMMANDATION : <i>Renforcer les capacités de résilience politiques et institutionnelles au Sommet des Etats, maximiser les capacités des organisations régionales à faire face à la persistance des conflits (CEPGL et la CIRGL).</i></p>
	<ol style="list-style-type: none"> 1. Redynamiser la tripartite autour des projets de développement et des réponses communes aux défis de sécurité, des épidémies, des réfugiés. 2. Faire une évaluation des politiques publiques d'intégration à travers les forces et faiblesses actuelles des organisations tripartites avec comme but leur redynamisation 3. Harmoniser les politiques, les lois, les règlements pour encourager le mouvement des personnes et des biens de part et d'autre des frontières
<p>Acteurs</p>	<p>Les gouvernements nationaux et les partenaires au développement, organisations régionales (CEPGL, CIRGL, COMESA, PALPGL, OIF, UA etc.) société civile et confessions religieuses ;</p>

<p>PROJETS ECONOMIQUES INCLUSIFS & RASSEMBLEURS</p> 	<p>ENSEIGNEMENT : Les relations commerciales transfrontalières ont joué un rôle majeur dans le renforcement de la résilience aux conflits, malgré les tensions géopolitiques. Les efforts des femmes et des jeunes pour maintenir ces relations malgré et pendant les périodes de conflit ainsi qu'en temps de paix ont été perçus comme une force potentielle sur laquelle s'appuyer. Ces relations doivent être amplifiées par l'expansion et le renforcement des projets économiques inclusifs des femmes et des jeunes.</p>
	<p>RECOMMANDATION : <i>Promouvoir l'enracinement économique du sentiment d'interdépendance mutuellement bénéfique et d'appartenance régionale, comprenant le renforcement du pouvoir des jeunes et des femmes.</i></p>
	<ol style="list-style-type: none"> 1. Documenter les barrières qui entravent les mouvements des échanges et la circulation des personnes entre les frontalières ; 2. Soutenir des projets économiques inclusifs de femmes et de jeunes, à fort potentiel d'intégration régionale.
<p>Acteurs concernés</p>	<p>Gouvernements, organisations régionales (CIRGL, CEPGL, COMESA), Chambres des opérateurs économiques et les Partenaires au Développement</p>

<p>LA GUERISON DES TRAUMATISMES & LA RECONCILIATION</p> 	<p>ENSEIGNEMENT : Des traumatismes émotionnels et psychologiques attribués aux conflits passés et continus occupent une grande place dans la vie des populations de la sous-région des Grands Lacs. Et la recherche a montré qu’il existe des différences de politiques nationales dans ce domaine et l’absence d’approche régionale malgré une dimension transfrontalière importante.</p>
	<p>RECOMMANDATION : <i>Promouvoir des stratégies nationales et régionales de guérison des traumatismes intégrant une approche communautaire et transfrontalière en vue de panser les blessures du passé et favoriser la réconciliation et la cohésion sociale.</i></p>
	<ol style="list-style-type: none"> 1. Intégrer la guérison des traumatismes communautaires comme composante indissociable des politiques de réconciliation ; 2. Documenter les capacités existantes de la guérison des traumatismes et former un pool régional de ressources humaines sur cette thématique; 3. Mettre en place des espaces inclusifs et protégés pour partager les affects et les expériences du passé et des histoires et encourager la confiance et l'empathie mutuelles;
<p>Acteurs concernés</p>	<p>Gouvernements et structures et institutions publiques et privées spécialisées, institutions académiques (Facultés de Psychologie), centres de recherche et de prise en charge, avec un soutien accru des partenaires au développement</p>

<p>DESARMEMENT-DE-SARMEMENT DEMOBILISATION REINTEGRATION DES COMBATTANTS</p> 	<p>ENSEIGNEMENT : L’étude a montré l’étendue de la problématique des groupes armés qui prolifèrent à l’est de la RDC, ses incidences et implications transfrontalières, mais aussi des divergences de vue au niveau régional, concernant les réponses à y apporter.</p>
	<p>RECOMMANDATION : <i>Créer un environnement propice à la collaboration transfrontalière pour la démobilisation des combattants et leur réintégration socio-économique en renforçant la paix et la sécurité dans la sous-région.</i></p>
	<ol style="list-style-type: none"> 1. Au niveau régional, mettre en place un cadre de dialogue multi-acteurs sur la question de la sécurité et harmoniser les vues notamment sur la réponse durable à apporter à la question des groupes armés ; 2. Pour la RDC, mener une réflexion sur les leçons apprises et de bonnes pratiques tirées des processus de DDR et des savoirs faire chez les autres pays voisins.
<p>Acteurs</p>	<p>Acteurs étatiques : gouvernements ; organisations régionales (CIRGL, CEPGL, COMESA)</p> <p>Confessions religieuses, société civile, organisations de femmes et de jeunes.</p>



Interpeace

ORGANISATION INTERNATIONALE
POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

info@interpeace.org

www.interpeace.org

[@InterpeaceTweet](https://twitter.com/InterpeaceTweet)



En partenariat avec les Nations unies